L'ABEILLE.

Journal Officiel de l'Etat et de la Première Municipalité

PAR J. BAYON.

NOUVELLE-ORLEANS
MARDI MATIN, 4 DECEMBRE 1838.

TERRES PUBLIQUES.—La vente des terres publiques dans ce district, qui a été commencée hier par ordre du gouvernement, a été faite avec beaucoup d'ordre par M. Peter Cénas. Une grande quantité de terres ont été adjugées et le montant a dû avoir été payé comptant. Beaucoup de travail dans la paroisse de Plaquemine et 100,000 arpents dans les environs de la Grande-Rivière et du Lac Barataria doivent être mis en vente à l'enchère. On cite ces dernières comme étant très belles.

BUREAU DES TERRES.—Nouvelle Orléans.—Le public est informé que les heures de la vente des terres publiques, annoncées comme devant avoir lieu depuis 10 heures du matin jusqu'à 2 de l'après midi, ont été changées et sont fixées à dater d'aujourd'hui depuis 9 heures jusqu'à midi.

Nlle. Orléans, 4 Décembre 1838.

(Signé) B. Z. CAMMACK, Register.
(Signé) R. M. CARTER, Receveur.

La ferme des deux halles de la Première Municipalité, a été adjugée hier, comme suit:

Halle aux Boucheries, à Mr. Gaspard Theurer, pour la somme de $51.300

Le Marché aux Légumes, à Mr. Lino de La Rosa pour $33.500

$84.800

L'adjudication de ces deux halles, n'avait produit l'année passée que $67,550; c'est-à-dire: celle aux boucheries $42,100, et le marché aux légumes $25.450; ce qui fait une augmentation de $17,260.

Nous espérons que ce résultat engagera le Conseil à ne pas différer l'amélioration projetée, et qui devient tous les jours plus urgente d'agrandir le Marché aux Légumes, et de construire une nouvelle halle dans le faubourg Trémé. Les dépenses qu'occasionneraient ces constructions, seraient bientôt remboursées par l'augmentation des revenus.

Code de Pratique—Les souscripteurs à cet ouvrage, et autres personnes, sont prévenus que les feuilles imprimées ont été délivrées au relieur, et que ceux qui voudraient faire intercaller des feuilles blanches à chaque page de leur volume, doivent s'adresser à M. Bloomfield, relieur, allée de la Bourse, en face de l'statue de M. C. Pollock, pour faire relier l'ouvrage selon leur désir. L'intercallation des feuilles blanches sera aux frais de ceux qui les feront mettre.

Le navire Havre, parti du Hâvre pour la Nouvelle-Orléans, le 28 octobre, est entré à Plymouth (Angleterre) le 30 du même mois, probablement par suite du coup de vent dont nous avons parlé dans notre feuille d'hier.

TEXAS.

Nous avons reçu le *Télégraphe* de Houston du 28 novembre. Le navire *Washington* qui était arrivé dans ce pays y avait apporté la nouvelle de la perte du bateau à vapeur Pulaski, pendant son voyage de la Nouvelle Orléans à Galveston; il n'avait que quelques passagers et point de cargaison; par l'apparence des débris de ce bateau, qui flottaient sur gré des ondes, on est porté à croire que le monde qui était à bord avait déjà été transporté sur un autre navire.

Le président du Texas avait transmis à la législature un long message concernant les difficultés qui se sont élevées avec les tribus Indiennes; nous avons parcouru ce document, et nous nous sommes convaincu qu'il contenait beaucoup de phrases pour recommander bien peu de choses. Le Télégraphe fait quelques remarques critiques à cet effet, et dit que les mesures que recommandent le pouvoir exécutif s'ont d'une grande faiblesse. Dans le sénat on a passé une loi pour la protection de la frontière; et dîne la chambre des représentans, on a fait une pour incorporer à Matagorda, une compagnie des moulins à vapeur.

Le Télégraphe contient un article de San Augustine par lequel il paraît que la ligne de démarcation du territoire concédé aux Cherokees et autres tribus Indiennes, avait été déterminé d'après le traité qui alors avait été fait; mais il n'en est rien aujourd'hui. Un détour considérable a été fait; mais il n'est pas douteux que les progrès que font ces nations sauvages sur les terres de la république.

Depuis que nous avons écrit ce qui précède, nous avons appris d'un passager à bord du navire à vapeur Cuba, qui était employé comme ingénieur sur le Motto, les détails suivans:

Le navire à vapeur *Motto*, se rendant de la Nouvelle-Orléans au Texas, lorsqu'il se trouvait à 20 milles de la Sabine, éprouva une forte secousse, une flamme en fut déplacé deux bouilloires dont l'une éclata en l'air et l'autre fit son explosion dans la cale, ce qui fit sombrer le navire au bout de trois minutes! Dans l'accident, cinq personnes ont été tuées et quatre dangereusement blessées: on pense qu'elles ne survivront pas. Au nombre de ceux qui ont péri, se trouvent MM. H. Bretner, second; W. Mocks, gardien de la buvette, et un jeune homme. Le reste des personnes à bord du *Motto* s'est sauvé dans le grand canot.

On a reçu à New-York des nouvelles de Montévideo jusqu'au 6 septembre, le marché était très bien approvisionné de toutes sortes de marchandises d'importations, à l'exception cependant, de la farine qui, à cause de sa rareté, se vendait de $24 à $25. La ville était entièrement assiégée par le Général Rivera. Les choses ont un aspect très sombre, à Buenos-Ayres, le libéraux français s'observait toujours d'une manière très sévère, et l'on perdait tout espoir d'arrangements.

Nous apprenons du *Newport Mercury*, que Mr. F. Gouraud, vice-consul français dans l'Etat de Rhode-Island, qui avait pris passage à bord du *Great-Western*, porteur de dépêche au gouvernement français, était arrivé à Paris, d'où il devait s'acheminer à Bordeaux. Nous apprenons de plus que les services que Mr. Gouraud avait rendus dans l'affaire du navire français l'*Alexandre*, ont été si favorablement appréciés par son gouvernement, qu'il a été dès son arrivée en France, nommé consul, et décoré de la croix de la Légion d'Honneur.

VAISSEAU DE LIGNE L'OHIO.

Ce magnifique vaisseau est maintenant amarré dans le port de New-York, prêt à faire une croisière de trois ans dans la Méditerranée, sous les ordres du Commodore HALL. D'après le Journal du Commerce, ce vaisseau est du port de 1992, et son tirant d'eau n'est que de 25 pieds. Le canevas nécessaire pour un seul jeu de voiles, couvre un espace égal à près de deux arpents. Il porte 102 canons.

BIDDLE—MONOPOLE—CORRUPTION.

Nous n'avons encore envisagé la question du monopole, auquel vise M. Biddle, que sous le point de vue commercial. Nous croyons avoir démontré avec succès que cette entreprise gigantesque ne tend à rien moins, qu'à la ruine totale de notre commerce et de notre industrie; en d'autres termes, à rejeter la N. Orléans de cinquante ans en arrière, à lui enlever toutes les ressources qu'elle tire de son propre fonds, à tuer son avenir et à jeter tendant des embarras inextricables la multitude de citoyens, qui se livrent aux opérations du commerce et des finances. Ce ne sont pas là de simples phrases destinées à soutenir une opinion et à induire en erreur le peuple de la Louisiane sur les projets d'un homme, dont nous avons eu, nous ne dirons pas le talent ou l'adresse, mais le rare bonheur de pénétrer les vues mystérieuses et de dévoiler les projets criminels; non, c'est l'expression de toute notre pensée; c'est notre intime conviction et il n'est pas un mot dont nous n'ayons pesé et déterminé la valeur, avant de le coucher sur le papier.

Quelques torts que l'on nous attribue ou que l'on nous suppose, sous d'autres rapports (et qui n'a pas les siens) on ne peut du moins pas nous refuser la justice de reconnaître que nous avons, dès le principe, combattu avec résolution et avec un juste acharnement, celui qui à nos yeux était l'ennemi public, la plus instable de notre marché commercial et monétaire; celui dont toutes les démarches, dont tous les plans ne nous paraissaient tendre qu'à la destruction de tous nos germes de prospérité, dans la vue, et dans l'unique vue de se gorger de richesses, lui et les complices de ses manœuvres. Nous l'avons suivi pas à pas dans tous ses mouvemens tortueux; nous avons arraché le masque dont il se couvrait; nous avons essayé nos faibles armes contre le colosse argenté de Philadelphie; nous l'avons combattu pied à pied et nous continuerons à lui disputer le terrain, sans perdre l'espoir, malgré l'intégrité des forces, d'éclairer nos concitoyens sur les projets sinistres du grand accapareur et de les faire sauver.

On ne se méprenne sur nos sentimens et sur notre opinion. Ce n'est plus ici une simple question de finance que nous traitons; on n'est plus contre une suspension plus ou moins longue que nous élevons la voix; ce n'est plus des banques que nous nous plaignons; c'est un homme, un seul adversaire que nous combattons; c'est sur Mr. Biddle seul que nous dirigeons aujourd'hui tout le feu de notre artillerie littéraire et argumentative. Sous quelque couleurs qu'il se cache, quelque manteau que soit son langage hypocrite, nous ne pouvons voir en lui qu'un homme dévoré d'une ambition sans bornes, d'une soif de puissances et de richesses que, comme celle de l'hydropique s'accroît à mesure qu'il tend à la satisfaire:

"Crescit indulgens sibi dirus hydrops"

En douterait-on? Que l'on explique alors d'une manière satisfaisante la création de cette maison Humphrey & Biddle de Liverpool; que l'on explique cet enrichissement du marché au coton; cet entassement de 300,000 balles et plus, dont regorgent aujourd'hui les vastes magasins de Liverpool; que l'on nous donne la clef des propositions faites par les agens de Biddle à tous les planteurs du Mississipi. Persisterez-t-on à dire que cette opération du plus grand financier du monde, comme l'appellent hautement quelques amis trop zélés, n'a d'autre but que de soulager le Mississipi, de tendre une main secourable à ceux dont la crise de 1837 a paralysé les moyens, de rétablir leur crédit et d'offrir de nouveaux débouchés aux récoltes de coton? Si nous entrons dans le cercle des suppositions, nous pourrons ajouter avec tout autant de vérité, que c'est par pure philanthropie que Biddle a envoyé son fils à Liverpool; que celui-ci n'a d'autres instructions que de favoriser la vente des cotons des Etats-Unis; que les profits qui résulteront de ces immenses opérations, au lieu d'aller gonfler les coffres déjà gorgés du père Biddle, ne sont destinés qu'au soulagement des planteurs et que ces flammes rares et désintéressés ne travaillent que pour ajouter à la prospérité des Etats-du Sud, dont les malheurs, suite des hautes combinaisons en matière de banque et de finance du grand homme de Philadelphie, ont enfin touché son cœur et éveillé la tendre sympathie.

Oh! s'il en est ainsi, hâtons-nous de continuer la grande œuvre; votons par acclamation, de vives actions de grâces à notre sauveur, à notre généreux libérateur, et à l'exemple de l'antique Rome, élevons lui des statues et des arcs de triomphe!

Que nos artistes cependant ne n'empressent pas de tailler le granit et le marbre; qu'ils laissent encore reposer leurs ciseaux. Le moment de l'apothéose n'est pas encore venu..... il ne viendra jamais.

D'autres plumes plus exercées, plus habiles que la nôtre ont, dans cette même feuille, traité amplement la question financière. Qu'il nous soit permis de la considérer un moment sous son rapports politiques.

Ce qui fait la force de la grande famille des Etats-Unis, c'est un système de gouvernement combiné de manière à exclure l'aristocratisme, sous quelque forme qu'il se présente. Ce qui assure notre indépendance, c'est, sans vouloir jouer sur les mots, cette dépendance dans laquelle tous les pouvoirs se trouvent les uns des autres, sans accorder de suprématie à aucun d'eux en particulier; c'est l'absence de toute espèce de privilèges; c'est une égalité parfaite de droits; c'est une sujetion égale aux lois du pays, dont le chef même de la république ne peut pas plus s'affranchir que le plus pauvre de ses concitoyens. Il y a quelque chose de consolant dans cette certitude qu'a le malheureux que, sous les haillons qui le couvrent, il est, politiquement parlant, l'égal du premier magistrat et que ce qui est loi, obligation pour l'un, l'est également pour l'autre.

Ces principes sont à juste titre, si fortement enracinés dans notre heureuse patrie, qu'ils forment l'une des conditions essentielles de notre existence et qu'il n'est pas un de nous qui ne fit joyeusement le sacrifice de sa vie pour les défendre et les maintenir.

Nous nous sommes montrés tellement jaloux de nos droits et de l'autorité souveraine du peuple, que le président lui même a les mains liées et ne jouit pour ainsi dire que d'un simulacre de puissance. Si, nous avons cru nous entourer de tant de précautions; si nous nous sommes armé d'une force de résistance égale à celle du gouvernement, il est certainement par pour permettre l'envahissement de nos droits, de nos privilèges, sous une autre forme. En entourant quelques individus à s'ériger en compagnies, à réunir leurs capitaux et à se livrer à des opérations de banque, nous n'avons jamais eu l'intention que ces compagnies parviennent par l'emploi de leurs richesses, à se rendre maîtresses de tout le commerce des Etats-Unis; à en diriger les mouvemens, à créer à leur gré et la hausse et la baisse et à se rendre ainsi les arbitres de la fortune et de l'existence de leurs concitoyens. Si un particulier, usant ou abusant des facilités que le peuple lui accorde entasse capitaux sur capitaux et au moyen de ses agens salariés, répand la corruption dans le pays, achète à poids de l'or, des créatures esclaves de ses volontés, ouvre ou tarit la source du commerce, selon son plaisir ou sa convenance, est-ce bien là ce crée effectivement un nouveau pouvoir dont l'influence est d'autant plus redoutable, qu'il est en dehors du contrôle des lois et qu'il peut se jouer de l'opinion publique ou l'acheter.

S'il d'un autre côté nous envisageons les résultats que peut avoir la puissance irréisistible de l'or sur les élections, sur cette pierre fondamentale de toutes nos institutions, nous verrons que nos craintes sont loin d'être imaginaires; qu'elles peuvent se réaliser d'un moment à l'autre et qu'en s'emparant de cette clef de notre système de gouvernement, le président de la banque devient un homme bien autrement puissant, bien autrement redoutable que le président des Etats Unis dont les moyens sont limités, les mouvemens réglés par les lois et surveillés par la masse du peuple.